

VILLE DE WARWICK
MRC D'ARTHABASKA
COMTÉ DRUMMOND-BOIS-FRANCS
PROVINCE DE QUÉBEC

RÈGLEMENT NUMÉRO 284-2019

*(Adopté le 6 mai 2019, mis à jour le 16 mars 2020, le 14 décembre 2020 et le 5 février 2024)
(Règlement 298-2020 - Règlement 312-2020 – Règlement 382-2024)*

**RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE CONSTRUCTION
D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN DES ÉQUIPEMENTS D'AQUEDUC
ET D'ÉGOUT ET LES NORMES SUR LES REJETS AU RÉSEAU D'ÉGOUT**

Ce document n'a aucune valeur légale, se référer aux règlements d'adoption et de modification

TABLE DES MATIÈRES

		<u>PAGE</u>
SECTION 1	DÉFINITIONS GÉNÉRALES	1
SECTION 2	CLAUSES GÉNÉRALES	5
SECTION 3	PERMIS	8
SECTION 4	EXIGENCES RELATIVES AUX BRANCHEMENTS D'ÉGOUT	10
SECTION 5	NORMES RELATIVES AUX REJETS DANS LES RÉSEAUX D'ÉGOUT	17
SECTION 6	SERVICE D'AQUEDUC	21
SECTION 7	INSPECTION ET APPROBATION DES TRAVAUX	31
SECTION 8	TARIFS ET COMPENSATION	33
SECTION 9	DISPOSITIONS PÉNALES	34
SECTION 10	ENTRÉE EN VIGUEUR ET DISPOSITION LÉGALE	36

SECTION 1

1. DÉFINITIONS GÉNÉRALES

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

<i>Année :</i>	Année financière au sens de l'article 479 de la Loi sur les cités et villes.
<i>Appareil :</i>	Tout réceptacle, récipient, renvoi de plancher ou équipement, avec ou sans alimentation d'eau, recevant ou pouvant recevoir des eaux usées qui se déversent directement ou indirectement dans un système de drainage.
<i>Autorisation :</i>	Autorisation écrite donnée par les fonctionnaires désignés.
<i>Bâtiment :</i>	Construction ayant un toit supporté par des colonnes, des poteaux ou des murs quel qu'en soit l'usage et servant à abriter ou à loger des personnes, des animaux ou des choses.
<i>Bâtiment agricole :</i>	Bâtiment utilisé à des fins de productions agricoles diverses.
<i>Branchement d'aqueduc :</i>	Une canalisation raccordant en eau potable un bâtiment à la conduite principale d'aqueduc.
<i>Branchement d'égout :</i>	Une canalisation qui déverse à l'égout municipal les eaux usées d'un bâtiment ou d'un système d'évacuation.
<i>B.N.Q. :</i>	Bureau de normalisation du Québec et marque de certification de conformité.
<i>Borne-fontaine :</i>	Prise d'eau branchée sur une canalisation publique au-dessus du niveau du sol, et à laquelle on peut brancher des tuyaux pour lutter contre les incendies.
<i>Code de Plomberie :</i>	Code de Plomberie du Québec (L.R.Q., c. I-12.1) version la plus récente.
<i>Conduite de service :</i>	Tuyau d'eau ou d'égout situé de la ligne de l'emprise de la rue jusqu'à un mètre du bâtiment.
<i>Conduite principale :</i>	Conduite installée par ou pour la Ville de Warwick, afin de rendre disponible les services d'aqueduc et d'égout.

<i>Conseil :</i>	Le conseil municipal de la Ville de Warwick.
<i>Coup de bélier :</i>	Oscillation produite dans une conduite en charge par le changement de vitesse d'un fluide lors de la manœuvre d'une vanne (ou autre). Ce phénomène peut entraîner dans les canalisations fermées de pressions momentanées bien supérieures à la pression statique normale.
<i>Couronne :</i>	Partie supérieure de la paroi interne d'un tuyau.
<i>D.b.o.5 :</i>	Demande biochimique en oxygène cinq (5) jours – la quantité d'oxygène exprimée en mg/l utilisée par l'oxydation biochimique de la matière organique pendant une période de cinq (5) jours à une température de 20°C.
<i>Drain de bâtiment :</i>	Partie la plus basse d'un système de drainage à l'intérieur d'un bâtiment, qui canalise les eaux usées des colonnes et des branchements de drain vers l'égout de bâtiment.
<i>Eaux sanitaires :</i>	Eaux contaminées par l'usage domestique.
<i>Eaux de procédés :</i>	Eaux contaminées par une activité industrielle.
<i>Eaux de refroidissement :</i>	Eaux utilisées pour refroidir une substance et/ou de l'équipement mais sans être contaminée.
<i>Eaux souterraines :</i>	Eaux contenues dans les fissures et les pores du sol, constituant les nappes aquifères. Elles s'écoulent dans la zone de saturation du sol et servent à l'alimentation des sources et des puits.
<i>Égout sanitaire ou domestique :</i>	Une canalisation destinée au transport des eaux usées domestiques.
<i>Égout pluvial :</i>	Une canalisation destinée au transport des eaux pluviales et souterraines, eaux de refroidissement.
<i>Égout unitaire :</i>	Une canalisation destinée au transport des eaux usées, des eaux pluviales et des eaux souterraines, ainsi que des eaux de refroidissement.
<i>Économiseur :</i>	Dispositif permettant de récupérer l'eau utilisée dans un appareil de climatisation ou de réfrigération, et de la faire servir de nouveau.

<i>Emprise publique :</i>	Surface de terrain destinée à l'implantation d'une voie publique ou d'un service d'utilités publiques.
<i>Fonctionnaire désigné :</i>	Désigne le directeur de l'urbanisme, le directeur général, le directeur des travaux publics et le directeur de l'environnement.
<i>Installation septique :</i>	Fosse septique avec élément épurateur.
<i>Ligne de propriété :</i>	Ligne séparant la propriété privée de la voie publique, d'une servitude, d'un parc, ou autre.
<i>Logement (ou habitation) :</i>	Une ou plusieurs pièces communicantes contenant des commodités d'hygiène et de cuisson pour la nourriture et servant de résidence à une ou plusieurs personnes; n'inclut pas motel, hôtel, maison de chambres, « garçonnière » ou « bachelor » (1½) et foyer pour personnes âgées ou à mobilité réduite. Un logement a une entrée distincte par l'extérieur ou par un hall commun et n'a pas de porte ou d'accès qui donne directement vers un autre logement.
<i>Matière en suspension :</i>	Toute substance qui peut être retenue sur un filtre de fibre de verre équivalant à un papier filtre Reeve Angel numéro 934 AH.
<i>Opération cadastrale :</i>	Division, subdivision, redivision, annulation, connection, ajout ou remplacement de numéros de lots fait en vertu de la Loi sur le Cadastre (L.R.Q.,c.c.-1) et du Code Civil.
<i>Point de contrôle :</i>	Endroit où l'on prélève des échantillons et où l'on effectue des mesures (pH, débit, température, etc.) pour fins d'application du présent règlement.
<i>Propriétaire :</i>	Une personne, compagnie ou corporation inscrite au rôle d'évaluation comme propriétaire d'un bien-fonds, qui bénéficie d'un service municipal d'aqueduc ou d'égout pour son usage personnel, l'usage de son commerce ou l'usage du locataire, occupant ou exploitant d'un lieu d'affaires sur ou dans sa propriété.
<i>Raccordement :</i>	Jonction de branchements d'aqueduc ou d'égout à la conduite principale.
<i>Radier :</i>	Partie inférieure de la paroi interne d'un tuyau.
<i>Réseau d'égouts combinés ou unitaires :</i>	Système d'égouts conçu pour recevoir les eaux usées et les eaux pluviales souterraines et eaux de refroidissement.

<i>Réseau d'égouts pluviaux :</i>	Système d'égouts conçu pour recevoir les eaux résultant de précipitations et les eaux souterraines.
<i>Réseau d'égouts sanitaires ou domestiques :</i>	Système d'égouts conçu pour recevoir les eaux usées domestiques.
<i>Règlements d'urbanisme :</i>	Le règlement de zonage, le règlement de lotissement et le règlement de construction de la Ville de Warwick.
<i>Renouvellement Branchement de services :</i>	Remplacement d'un tuyau existant par un tuyau neuf dans la même tranchée ou une autre tranchée.
<i>Séparateur :</i>	Dispositif relié au système de plomberie et conçu pour empêcher les huiles, les graisses, le sable ou toute autre matière de pénétrer dans un réseau d'égout.
<i>Service des travaux publics :</i>	Service municipal responsable de la gestion des infrastructures municipales (rue, aqueduc, égout, etc.).
<i>Service de l'urbanisme :</i>	Service municipal responsable de la gestion de l'urbanisme pour la Ville de Warwick.
<i>Tuyau d'alimentation d'eau :</i>	Tuyau qui conduit l'eau potable aux appareils et aux dispositifs.
<i>Tuyau de distribution d'eau :</i>	Tuyau à l'intérieur du bâtiment entre la conduite de service et les tuyaux d'alimentation d'eau.
<i>Robinet de service :</i>	Robinet installé sur le branchement d'aqueduc à la ligne de propriété.
<i>Ville :</i>	La Ville de Warwick.

SECTION 2

2. CLAUSES GÉNÉRALES

2.1 Responsabilités des fonctionnaires désignés

Les travaux de construction et d'amélioration ordonnés par le conseil, les travaux d'entretien des ouvrages d'aqueduc et d'égout, le maintien en bon état des appareils connexes à ces ouvrages, sont sous la surveillance et la responsabilité des fonctionnaires désignés.

2.2 Pouvoirs des fonctionnaires désignés

Les pouvoirs des fonctionnaires désignés sont les suivants :

- a) À un moment judicieux, visiter tout bâtiment ou son terrain d'emplacement pour administrer ou appliquer le présent règlement;
- b) Faire livrer un avis écrit à un propriétaire, lui prescrivant de rectifier toute condition, lorsqu'il juge que cette condition constitue une infraction au présent règlement;
- c) Ordonner à tout propriétaire de suspendre ses travaux lorsque ceux-ci contreviennent au présent règlement;
- d) Ordonner qu'un propriétaire fasse faire, à ses frais, des essais sur les matériaux ou les appareils assujettis au présent règlement;
- e) Révoquer ou refuser d'émettre un permis lorsque, selon lui, les résultats des essais mentionnés en d) ne sont pas satisfaisants;
- f) Ordonner l'enlèvement de tous matériaux ou appareils installés en contravention au présent règlement;
- g) Modifier les demandes de branchements, soit diamètre des conduites, emplacement des conduites, à quelle conduite principale doivent être effectués les branchements, etc.

2.3 Responsabilités de la gestion

Le Service des travaux publics est responsable de la gestion du présent règlement.

2.4 Responsabilités et obligations du propriétaire

- 1- Ni l'émission d'un permis, ni l'approbation des plans et devis, ni les inspections faites par le fonctionnaire désigné, ne peuvent relever le propriétaire de sa responsabilité d'exécuter ses travaux suivant les prescriptions du présent règlement.

- 2- Le propriétaire est responsable de tous les dommages causés par un raccordement défectueux au réseau municipal présent sur son immeuble. L'installation, l'entretien ainsi que la réparation des tuyaux d'entrées de services depuis le robinet de service jusqu'à la tuyauterie intérieur d'un bâtiment, se font aux frais du propriétaire du bâtiment ou de la personne qui en fait la demande. Le propriétaire du bâtiment ou la personne qui en fait la demande assume toute la responsabilité de cette installation, réparation et entretien.

2.5 Raccordement obligatoire

Lorsqu'une conduite principale est installée dans une rue, les propriétaires riverains doivent obligatoirement y raccorder leur système de plomberie.

2.6 Nombre de branchements

Il ne peut y avoir pour un même bâtiment plus d'un branchement pour un même service (aqueduc, protection incendie, égout pluvial et égout sanitaire), sauf pour les usages de groupe industriel classe A à D et commercial, sujet à l'approbation du fonctionnaire désigné.

2.7 Prohibition

- 2.7.1 Il est interdit de détériorer, d'enlever ou de recouvrir toute partie d'un regard, d'un puisard, d'un grillage, d'un boîtier de vanne ou de tout autre équipement municipal de plomberie, ou d'obstruer l'ouverture de toute canalisation de service municipal ou gêner l'écoulement des eaux dans les cours d'eau, fossés ou tout égout de la Ville situés dans l'emprise publique ou dans une servitude acquise par la Ville.
- 2.7.2 Il est interdit à toute personne autre qu'un employé de la Ville ou une personne autorisée par la Ville de couper un branchement de service ou de se raccorder sur les conduites principales de la Ville, ou de se servir d'une borne-fontaine.
- 2.7.3 Nul ne peut disposer dans les emprises carrossables des rues de la municipalité, des matériaux susceptibles d'obstruer les canalisations municipales d'égout.
- 2.7.4 Il est interdit de procéder à tout genre d'excavation dans les limites de propriété de la Ville à moins d'une autorisation délivrée par le fonctionnaire désigné.

2.8 Entretien des branchements de services

La partie des branchements de services incluse dans l'emprise publique, est entretenue par la Ville qui en demeure seule propriétaire, même si elle n'a pas payé l'installation initiale. Par contre, le prolongement des branchements de services sur le terrain privé doit être entretenu par le propriétaire. Cependant, le boîtier du robinet de service devra être protégé par le propriétaire, tel que décrit à l'article 6.2.11.2.

2.9 Répartition des coûts de branchements de services

Les travaux de raccordement ou de disjonction avec les conduites publiques des conduites privées et des entrées d'eau et d'égout et leur entretien sont effectués par la municipalité ou sous sa surveillance, et ce, aux frais du propriétaire. Le coût de la réfection de la rue, du pavage et du trottoir, le cas échéant, fait partie de ces frais.

Le propriétaire est responsable de tout excédent de coût relatif à la réalisation des travaux. S'il y a lieu, la municipalité fait parvenir au propriétaire de l'immeuble une facture, laquelle est payable dans les trente (30) jours de sa réception. Après cette date, ce montant portera intérêt selon le taux applicable au recouvrement des taxes foncières.
(Règlement numéro 298-2020, art. 2)

2.10 Installation durant l'hiver

Entre le 15 novembre et le 15 avril, seul le directeur du Service des travaux publics décide de l'installation d'un branchement de service.

2.11 Chambres souterraines

Aucune chambre souterraine, soit électrique, de communication, ou autre, ne pourra être raccordée aux réseaux d'égouts ou d'aqueduc.

Tout cas d'exception devra préalablement avoir reçu l'autorisation du directeur du Service des travaux publics.

2.12 Déplacement ou désaffectation des branchements de service et des bouches d'incendie

Lorsqu'une opération cadastrale (division, subdivision, redivision, correction, etc.) est présentée et requiert le déplacement ou la désaffectation des branchements de service, bouche d'incendie et autres accessoires, le requérant devra signer un engagement à l'effet qu'il défrayera les coûts en entier et il devra faire un dépôt équivalent au coût estimé par le Service des travaux publics.

Cette règle s'appliquera aussi lors d'un changement des règlements d'urbanisme ou d'un changement d'usage du terrain, impliquant le déplacement et la modification des diamètres des branchements de service.

(Règlement numéro 298-2020, art. 3)

2.13 Utilisation de branchements existants

Lorsqu'un établissement est démoli et qu'un nouvel établissement est construit au même endroit, le propriétaire doit présenter une nouvelle demande, tout comme s'il s'agissait d'une première construction, et ce, même si l'ancien branchement de service peut encore servir. Aucuns frais ne sont alors demandés au requérant.

2.14 Annulation ou abandon de branchement

Toute conduite non utilisée, soit par suite d'une démolition, d'un changement de vocation, d'une opération cadastrale ou autre, sera coupée à la conduite maîtresse par la Ville, aux frais du propriétaire, selon les tarifs en vigueur.

SECTION 3

3. PERMIS

3.1 Permis obligatoire

Tout propriétaire, avant d'installer, de renouveler ou de modifier un branchement à l'aqueduc ou aux égouts, doit obtenir un permis du fonctionnaire désigné.

3.2 Demande de permis

Une demande de permis doit être accompagnée des documents suivants :

- 3.2.1 Un formulaire, signé par le propriétaire ou son représentant autorisé, qui indique :
- a) Le nom du propriétaire, son adresse telle qu'inscrite au rôle d'évaluation municipale et le numéro du lot visé par la demande de permis;
 - b) Les diamètres, les pentes et le matériau des tuyaux à installer ainsi que le type de manchon de raccordement à utiliser;
 - c) Le niveau du plancher le plus bas du bâtiment, celui du drain sous la fondation du bâtiment par rapport au niveau de la rue;
 - d) La nature des eaux à être déversée dans chaque branchement à l'égout, soit des eaux sanitaires, des eaux pluviales ou des eaux souterraines, ou des eaux de procédé ou de refroidissement;
 - e) La liste des appareils domestiques usuels ou autres, qui se raccordent aux branchements à l'égout dans le cas des bâtiments non visés à l'article 3.2.3;
 - f) Le mode d'évacuation des eaux pluviales en provenance du toit, du terrain et des eaux souterraines.
- 3.2.2 Un plan de localisation du bâtiment et du stationnement, incluant la localisation des branchements d'égout désirés, ainsi que les drains et puisards;
- 3.2.3 Dans le cas d'un bâtiment résidentiel, sauf pour les habitations de six (6) logements et moins, d'un bâtiment industriel, d'un bâtiment commercial ou d'un bâtiment communautaire (institutionnel), une évaluation des débits et des caractéristiques de ses eaux ainsi qu'un plan, à l'échelle, du système de plomberie.

3.3 Avis de transformation

Tout propriétaire d'un bâtiment résidentiel, sauf pour les habitations de six (6) logements et moins, ou d'un bâtiment industriel, commercial ou communautaire (institutionnel) doit informer, par écrit, la Ville de toute transformation qui modifie la qualité ou la quantité prévue des eaux évacuées par les branchements d'égout.

3.4 Branchements de services supplémentaires

Nonobstant l'article 2.6, lorsqu'accepté, tout branchement de services supplémentaires doit avoir reçu l'autorisation du fonctionnaire désigné, et installé aux frais du propriétaire selon la tarification en vigueur. Un plan montrant tous les raccords entre les branchements de service devra accompagner la demande.

3.5 Utilisation des branchements de services existants

Lorsqu'un bâtiment est démoli pour être remplacé par un nouvel immeuble, le propriétaire doit s'adresser au Service des travaux publics pour faire vérifier l'état et la capacité des branchements de services existants. Si les branchements sont jugés non conformes pour le nouvel usage, le propriétaire doit payer le coût de leurs réfections selon les tarifs en vigueur pour les nouveaux branchements de services.

3.6 Avis

Tout propriétaire doit aviser, par écrit, le Service des travaux publics de la Ville lorsqu'il débranche ou désaffecte un branchement de services ou qu'il effectue des travaux autres que ceux visés à l'article 3.1.

3.7 Coût du permis et dépôt de garantie

Le coût d'un permis de branchement est fixé à trente dollars (30 \$) lorsque non associé à un permis de construction. Le paiement du coût du permis doit être acquitté lors de l'émission du permis. Le paiement n'est pas remboursable.

De plus, afin de garantir que les travaux de construction du branchement privé d'égout et/ou d'aqueduc soient exécutés en conformité avec les prescriptions du présent règlement, un dépôt au montant de trois cents dollars (300 \$), est exigé lors de l'émission du permis. Ce dépôt est remboursé après l'émission du certificat d'inspection.
(Règlement numéro 298-2020, art. 4)

SECTION 4

4. EXIGENCES RELATIVES AUX BRANCHEMENTS D'ÉGOUT

4.1 Type de tuyauterie

Un branchement à l'égout doit être construit avec des tuyaux neufs approuvés et de mêmes matériaux que ceux utilisés pour la partie du branchement à l'égout installée par la Ville.

4.2 Matériaux utilisés

Les matériaux utilisés par la Ville pour le raccordement à la canalisation principale d'égout sont :

- a) Le ciment amiante : NQ 2632-050, classe 3300;
- b) Le chlorure de polyvinyle (C.P.V.) : NQ 3624-130 et 3624-135, catégorie SDR-28;
- c) Le béton non armé : BNQ 2622-130, Classe III;
- d) Le béton armé : BNQ 2622-120, classe III;
- e) La fonte ductile : BNQ 3623-085, classe 50 ou supérieur;
- f) Polyéthylène haute densité;
- g) DWV ABS 3624-140 et PVC 3624-145.

Les normes prévues au présent article indiquent une résistance minimale.

Les pièces et accessoires servant au raccordement doivent être usinés et les joints à garniture en mélange de caoutchouc doivent être étanches et flexibles.

Pour les égouts sous pression, les matériaux devront être approuvés par le Service des travaux publics de la Ville.

4.3 Diamètre, pente et charge hydraulique

Le diamètre, la pente et la charge hydraulique maximale d'un branchement à l'égout doivent être établis d'après les spécifications du Code de Plomberie du Québec pour les égouts de bâtiment. En aucun cas, le diamètre du branchement privé à l'égout ne pourra être supérieur au diamètre du branchement municipal.

4.4 Identification des tuyaux

Tout tuyau et tout raccord doivent porter une inscription permanente et lisible indiquant le nom du fabricant ou sa marque de commerce, le matériau et le diamètre du tuyau ou du raccord, sa classification, le numéro du lot de production, ainsi que le certificat de conformité du matériau émis par le B.N.Q.

4.5 Installation

Les travaux doivent être effectués conformément aux spécifications du présent règlement, aux dispositions du Code de Plomberie du Québec et aux normes du B.N.Q.

4.6 Informations requises

Tout propriétaire doit demander au Service des travaux publics, la profondeur et la localisation de la canalisation municipale d'égout en face de sa propriété avant de procéder à la construction de sa partie de branchement à l'égout et des fondations de son bâtiment et le propriétaire est responsable de vérifier les niveaux sur place.

4.7 Raccordements désignés

Lorsqu'un branchement d'égout peut être raccordé à plus d'une canalisation municipale, le Service des travaux publics détermine à quelle canalisation le branchement doit être raccordé de façon à permettre une utilisation optimale du réseau d'égouts.

4.8 Branchement interdit

Il est interdit à un propriétaire d'installer la canalisation d'égout entre la ligne de propriété de son terrain et la conduite principale d'égout.

4.9 Pièces interdites

Il est interdit d'employer des coudes à angle de plus de 22,5 degrés dans un plan vertical ou horizontal lors de l'installation d'un branchement d'égout.

4.10 Branchements par gravité

Un branchement d'égout peut être gravitaire si les conditions suivantes sont respectées :

- 1° Le plancher le plus bas du bâtiment est construit à au moins 750 mm au-dessus de la couronne de la conduite principale d'égout;
- 2° La pente du branchement d'égout respecte la valeur minimale de 1 dans 100. Le niveau de la couronne de la conduite principale d'égout et celui du radier du drain de bâtiment sous la fondation, doivent être considéré pour le calcul de la pente.

Son profil doit être le plus continu possible. Des coudes de 22,5 degrés au maximum doivent être installés au besoin sur le branchement pour qu'il y ait, au niveau de l'emprise de rue, une couverture minimale de 2,15 mètres sous le terrain fini à cet endroit.

4.11 Puits de pompage

Pour un branchement d'égout qui ne peut être raccordé par gravité à la canalisation municipale d'égout, les eaux doivent être acheminées dans un puits de pompage conforme aux normes prévues à l'article 4.9.4 du Code de Plomberie du Québec.

Il doit être prévu un puits de pompage séparé pour les eaux sanitaires et pour les eaux pluviales, souterraines et de procédé.

4.12 Assise

Un branchement à l'égout doit être installé sur toute sa longueur, sur une assise d'au moins 150 mm d'épaisseur de pierre concassée ou de gravier ayant une granulométrie de 0 à 20 mm, de sable ou de poussière de pierre, et de largeur égale à deux (2) fois le diamètre de la conduite.

Le matériau utilisé doit être compacté au moins deux (2) fois avec une plaque vibrante et il doit être exempt de cailloux, de terre gelée, de terre végétale ou de tout autre matériau susceptible d'endommager la canalisation ou de provoquer un affaissement.

4.13 Précautions

Le propriétaire doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que du sable, de la pierre, de la terre, de la boue ou quelque autre saleté ou objet ne pénètre dans le branchement d'égout ou dans la conduite principale lors de l'installation.

4.14 Étanchéité et raccordement

Un branchement d'égout doit être étanche et bien raccordé conformément aux exigences spécifiées à la section 8 du présent règlement.

Le fonctionnaire désigné peut exiger des tests d'étanchéité et la vérification du raccordement sur tout branchement à l'égout conformément à la section 8 du présent règlement.

Le branchement à l'égout doit être raccordé au branchement à l'égout municipal au moyen d'un manchon de caoutchouc étanche ou un réduct à transition douce à joint étanche si on emploie un tuyau ayant un diamètre inférieur à celui du branchement à l'égout municipal.

Lorsqu'un branchement est installé en prévision d'un raccordement futur, l'extrémité du tuyau doit être fermée par un bouchon étanche.

4.15 Recouvrement du branchement

Tout branchement à l'égout doit être recouvert d'une épaisseur d'au moins 150 mm de pierre concassée ou de gravier ayant une granulométrie de 0 à 20 mm, de sable ou de poussière de pierre.

Le matériau utilisé doit être exempt de cailloux, de terre gelée, de terre végétale ou de tout autre matériau susceptible d'endommager le branchement ou de provoquer un affaissement.

4.16 Regard d'égout

Pour tout raccordement à l'égout de 30 mètres et plus de longueur entre la bâtisse et la ligne de propriété ou de 200 mm et plus de diamètre, le propriétaire doit installer un regard d'égout d'au moins 900 mm de diamètre à la ligne de propriété de son terrain. Il doit aussi installer un tel regard à tous les 100 mètres de longueur additionnelle.

Un branchement d'égout doit être pourvu d'un regard d'égout à tout changement horizontal ou vertical de direction de 30 degrés et plus et à tout raccordement avec un autre branchement d'égout.

4.17 Évacuation des eaux usées

4.17.1 Branchement séparé

Même si la canalisation municipale d'égout est unitaire, les eaux usées domestiques d'une part et les eaux pluviales en provenance du toit et du terrain et les eaux souterraines d'autre part doivent être évacuées jusqu'à la ligne de propriété du terrain dans des branchements à l'égout distincts.

4.17.2 Exception

En dépit des dispositions de l'article 4.17.1, les eaux usées domestiques, les eaux pluviales et les eaux souterraines peuvent être évacuées par le même branchement si les eaux ne peuvent être évacuées par gravité et si la canalisation municipale d'égout est unitaire.

4.17.3 Absence de réseau pluvial

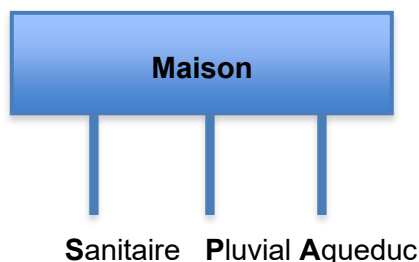
Lorsque la conduite principale d'égout pluvial n'est pas installée, les eaux souterraines et les eaux pluviales doivent être évacuées sur le terrain ou dans un fossé et il est interdit de les déverser dans la conduite principale d'égout sanitaire.

4.17.4 Interdiction / Position relative des branchements

Nul ne doit évacuer ses eaux usées sanitaires dans un égout pluvial et ses eaux pluviales dans une canalisation d'égout sanitaire.

Le propriétaire doit s'assurer de la localisation de la conduite principale d'égout sanitaire et celle de l'égout pluvial avant d'exécuter les raccordements.

Comme règle générale, le branchement d'égout pluvial se situe à gauche du branchement d'égout sanitaire, en regardant vers la rue, du site du bâtiment.



4.17.5 *Séparation des eaux*

Le branchement à l'égout domestique ne doit en aucun temps recevoir des eaux pluviales ou des eaux souterraines.

Les eaux pluviales et souterraines doivent être dirigées vers un fossé, sur le terrain, dans un cours d'eau ou vers le branchement à l'égout pluvial.

Les eaux de refroidissement non contaminées doivent être considérées comme des eaux pluviales.

4.18 **Traitement des eaux usées ou résiduaires**

- 4.18.1 Lorsqu'un appareil sanitaire ou un équipement quelconque déverse des eaux usées ou résiduaires susceptibles de causer des dommages ou des dérangements au réseau sanitaire d'évacuation ou de nuire au fonctionnement d'une installation d'assainissement individuelle ou publique, il faut prendre des dispositions pour traiter ces eaux avant leur déversement dans le réseau sanitaire d'évacuation.
- 4.18.2 Lorsqu'un appareil sanitaire déverse des eaux usées ou des eaux de procédé dont la température dépasse 65°C, il faut prendre des dispositions afin d'abaisser à 65°C au moins la température de ces eaux avant leur déversement dans le réseau d'égout.
- 4.18.3 Lorsqu'un appareil sanitaire dont les eaux usées contiennent des graisses et qui est situé dans une cuisine de type commerciale ou une industrie de transformation animale, un séparateur de graisse est obligatoire.
- 4.18.4 L'installation d'un séparateur d'huile est obligatoire pour tout appareil sanitaire dont les eaux d'évacuation sont susceptibles de contenir de l'huile ou de l'essence.
- 4.18.5 L'installation d'un séparateur spécialement conçu est obligatoire pour tout appareil sanitaire dont les eaux d'évacuation contiennent du sable ou d'autres matières abrasives.
- 4.18.6 Tout séparateur doit avoir une capacité appropriée à sa destination.

4.19 Évacuation des eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance du toit d'un bâtiment qui sont évacuées au moyen de gouttières et d'un tuyau de descente, doivent être déversées en surface à au moins 300 mm du bâtiment, en évitant l'infiltration vers le drain souterrain du bâtiment.

Lorsque les eaux ne peuvent s'écouler par gravité, le raccordement au système de drainage doit être fait à l'intérieur d'un bâtiment à l'aide d'une fosse de retenue construite selon l'article 4.8.6 du Code de Plomberie du Québec.

Dans ce cas, les eaux doivent être évacuées au moyen d'une pompe d'assèchement automatique et déversées dans une conduite de décharge, reliée au système de plomberie et installée au-dessus du niveau de la rue, sur laquelle on doit prévoir un clapet de retenue. Cette conduite doit s'élever jusqu'au plafond.

Le drain français et le drain de l'entrée du garage, doivent se déverser dans une fosse de retenue aménagée dans le sous-sol. Le drainage de cette fosse se fera par une pompe appropriée à cet usage. La conduite de refoulement doit être raccordée de façon à se déverser dans un réseau de drainage de surface ou sur le terrain. Aucun drain de piscine ne peut être raccordé à l'égout sanitaire.

Tout raccordement d'un drain français au système de drainage doit être fait au moyen d'un raccord approprié et d'un matériau approuvé pour les drains de bâtiments.

Lorsque les eaux peuvent s'écouler par gravité, ce raccordement au système de drainage doit être fait à l'intérieur d'un bâtiment à l'aide d'un siphon à garde d'eau profonde, d'un diamètre minimum de 102 mm et muni d'un regard de nettoyage localisé à l'amont.

En milieu rural ou lorsqu'il n'y a pas de conduite pluviale, les eaux pompées ou déversées, doivent alors être évacuées par une conduite soit sur le terrain, soit dans le fossé parallèle à la rue ou de ligne selon le cas, soit dans un égout combiné après approbation du fonctionnaire désigné et de prévoir un clapet de retenue sur cette conduite. La ville de Warwick n'est pas responsable des dommages causés à un immeuble ou à son contenu si le propriétaire néglige d'entretenir la conduite ou de maintenir en bon état de fonctionnement ou omet d'installer les dispositifs ci-haut d'écrits.

Dans un système séparatif, aucune eau pluviale ne doit se déverser dans le système d'égout sanitaire de la municipalité.

4.20 Entrées de garages

Une entrée de garage sous le niveau de la rue doit être aménagée de façon à ne pas capter les eaux pluviales de la rue.

4.21 Eaux de fossés

Il est interdit de canaliser les eaux provenant d'un fossé ou d'un cours d'eau dans un branchement d'égout.

4.22 Drainage des terrains pavés

Le système de drainage des terrains pavés doit être conforme aux normes du Code de Plomberie du Québec.

4.22.1 Tout propriétaire désirant construire un terrain de stationnement d'une superficie de plus de 200 m² ou agrandir un stationnement existant au-delà de 200 m² devra au préalable, obtenir un certificat d'autorisation du fonctionnaire désigné après avoir fourni un plan détaillé de son projet préparé par un professionnel en la matière. Cette disposition s'applique pour toute surface pavée à être construite sur un terrain privé.

(Règlement numéro 298-2020, art. 5)

4.22.2 Documents requis

Un plan détaillé d'aménagement comprenant minimalement un puisard et une canalisation doit être soumis au service des travaux publics pour :

a) Les aires de stationnement privé imperméable dont la superficie est supérieure à 200 m².

Un plan d'aménagement de stationnement incluant les ouvrages de rétention des eaux pluviales doit être soumis aux services des travaux publics pour :

a) les aires de stationnement privées supérieures à 400 m²;
b) les bâtiments ayant une superficie supérieure à 400 m².

Le plan doit comprendre, sans s'y limiter, les éléments suivants :

- le type de surface pour l'ensemble du terrain;
- le système de drainage et de rétention;
- les élévations des terrains finis;
- les regards;
- les puisards;
- les conduites;
- une note de calcul de l'ingénieur.

Pour tous les terrains de stationnements privés pour des bâtiments ayant une superficie supérieure à 400 m², commerciaux ou industriels, un regard de 900 mm de diamètre minimum doit être installé à la limite de l'emprise du terrain.

Les plans de rétention des eaux pluviales doivent être à l'échelle et conçu par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Ces plans doivent être signés et scellés par un ingénieur responsable.

(Règlement numéro 312-2020, art. 3)

4.22.3 *Conception des ouvrages de rétention des eaux pluviales*

Les critères de conception des ouvrages de rétention sont les suivants :

- les ouvrages de rétention doivent être conçus par un ingénieur;
- Les installations de rétention des eaux pluviales doivent être conçues pour un taux de relâche au réseau municipal de 50 litres par seconde par hectare pour une récurrence de vingt-cinq (25) ans ou selon le débit post-développement qui doit être égal au débit pré-développement. Le propriétaire doit retenir la plus contraignante des deux méthodes de calcul;
- les intensités de pluie utilisée pour le calcul des volumes de rétentions doivent correspondre aux courbes d'intensité-durée-fréquence (IDF) de pluie développée pour la station météorologique d'Arthabaska;
- Tenir compte des changements climatiques en majorant l'intensité de pluie de 10 % pour une période de retour de vingt-cinq (25) ans.

4.22.4 *Spécification en zone commerciale ou industrielle*

Lorsque située en zone commerciale ou industrielle, l'ingénieur doit valider si des exigences s'appliquent en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) et si une demande d'autorisation est nécessaire.

4.22.5 *Attestation de conformité*

Un document signé par un ingénieur attestant la conformité des ouvrages de rétention doit être fourni à la Ville, une fois les travaux terminés.

(Règlement numéro 312-2020, art. 4)

4.23 Drainage sur la voie publique

- 4.23.1 En aucun cas, un drain en provenance d'appareil de filtration de piscine, d'une gouttière ou d'un autre appareil, ne devra se déverser sur la voie publique, soit trottoir ou cours d'eau de la rue.
- 4.23.2 Le renvoi d'une piscine doit être raccordé indirectement à un système de drainage pluvial ou combiné. À défaut d'un système de drainage, ce renvoi doit être raccordé indirectement à un puits absorption ou système absorbant installé sur le terrain du propriétaire.

4.24 Exception

En dépit des dispositions de l'article 4.19, les eaux pluviales peuvent être déversées dans la canalisation municipale d'égout pluvial lorsque des circonstances exceptionnelles rendent impossible leur déversement en surface.

Toute personne qui prétend pouvoir bénéficier de circonstances exceptionnelles en vertu du premier paragraphe du présent article devra soumettre sa situation au conseil municipal dans les plus brefs délais pour qu'il soit statué si c'est effectivement le cas. Seul le conseil municipal peut se prononcer sur de telles demandes et permettre à des citoyens de déverser leurs eaux pluviales dans la canalisation municipale d'égout pluvial contrairement à l'article 4.19. Une autorisation donnée par le conseil municipal en vertu du présent paragraphe n'est pas une reconnaissance de droit acquis et peut être révoquée en tout temps par le conseil municipal si les circonstances exceptionnelles ayant menées à son octroi sont modifiées. En cas de destruction pour quelque cause que ce soit d'un bâtiment ou en cas de rénovations majeures de celui-ci, toute autorisation consentie par le conseil municipal en vertu du présent paragraphe deviendra nulle.

SECTION 5

5. NORMES RELATIVES AUX REJETS DANS LES RESEAUX D'EGOUT

5.1 Application

La présente s'applique à :

- a) Tout nouveau bâtiment construit ou dont l'usage débute après la date d'entrée en vigueur de ce règlement;
- b) Tous les bâtiments existants à compter de la date prévue pour la mise en opération de l'usine d'épuration municipale, à l'exception des articles 5.2.1. d), 5.2.1. e), 5.2.1. j) et 5.2.1. k) qui s'appliquent à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement.

5.1.1 Ségrégation des eaux

Dans le cas d'un territoire pourvu de réseaux d'égout séparés, les eaux de surface ou d'orage, les eaux provenant du drainage des toits, les eaux provenant du drainage de fondations doivent être rejetées aux réseaux d'égout pluviaux.

Les eaux de refroidissement et certaines eaux de procédés dont la qualité est conforme aux normes établies à l'article 5.2.2, pourront être déversées aux réseaux d'égout pluviaux après autorisation écrite du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Aux fins du présent article, les réseaux d'égout pluviaux peuvent être remplacés, en tout ou en partie, par un fossé de drainage. Dans le cas d'un territoire pourvu de réseaux d'égout combinés, les eaux de refroidissement devront être recirculées et seule la purge du système de recirculation pourra être déversée aux réseaux d'égout combinés.

5.1.2 Contrôle des eaux

Toute conduite qui évacue des eaux de procédés dans un réseau d'égout combiné, sanitaire ou pluvial, doit être pourvue d'un regard d'au moins 900 mm de diamètre, à la ligne de propriété, afin de permettre la vérification du débit et les caractéristiques de ces eaux.

Toute conduite évacuant des eaux de refroidissement dans un réseau d'égout pluvial doit être pourvue d'un regard, à la ligne de propriété, permettant l'échantillonnage de ces eaux.

Aux fins du présent règlement, ces regards constituent les points de contrôle de ces eaux.

5.2 Rejets

5.2.1 Effluents dans les réseaux d'égout combinés et sanitaires

Il est interdit, en tout temps, de rejeter ou de permettre le rejet dans les réseaux d'égout combinés et/ou sanitaires des éléments suivants :

- a) Dans les liquides ou vapeur dont la température est supérieure à 65°C (150°F);
- b) Des liquides dont le pH est inférieur à 5,5 ou supérieur à 9,5 ou des liquides qui, de par leur nature, produiront dans les conduites d'égout un pH inférieur à 5,5 ou supérieur à 9,5 après dilution;
- c) Des liquides contenant plus de 30 mg/l d'huile, de graisse ou de goudron d'origine minérale;
- d) De l'essence, du benzène, du naphte, de l'acétone, des solvants et autres matières explosives ou inflammables;
- e) De la cendre, du sable, de la terre, de la paille, du cambouis, des résidus métalliques, de la colle, du verre, des pigments, des torchons, des serviettes, des contenants de rebuts, des déchets de volaille ou d'animaux, de la laine ou de la fourrure, de la sciure de bois, des copeaux de bois et autres matières susceptibles d'obstruer l'écoulement des eaux ou de nuire au fonctionnement propre de chacune des parties du réseau d'égout et de l'usine de traitement des eaux usées;
- f) Des liquides autres que ceux provenant d'une usine d'équarrissage et/ou fonderie contenant plus de 150 mg/l de matières grasses et d'huile d'origine animale ou végétale;
- g) Des liquides provenant d'une usine d'équarrissage et/ou fonderie contenant plus de 100 mg/l de matières grasses et d'huile d'origine animale ou végétale;
- h) Des liquides contenant des matières en concentration maximale instantanée supérieure aux valeurs énumérées ci-dessous :

• Arsenic total	1,0 mg/l
• Cadmium total	2,0 mg/l
• Chrome total	5,0 mg/l
• Composés phénoliques.....	1,0 mg/l
• Cuivre total	5,0 mg/l
• Cyanures totaux (exprimés en HCN	2,0 mg/l
• Mercure total	0,05 mg/l
• Nickel total	5,0 mg/l
• Phosphore total	100,0 mg/l
• Plombtotal	2,0 mg/l
• Sulfures totaux (exprimés en H ₂ S)	5,0 mg/l
• Zinctotal	10,0 mg/l

- i) Des liquides dont les concentrations en cuivre, cadmium, chrome, nickel, zinc, plomb et arsenic respectant les limites énumérées en 5.2.1 h), mais dont la somme des concentrations de ces métaux excède 10 mg/l;
- j) Du sulfure d'hydrogène, du sulfure de carbone, de l'ammoniaque, du trichloroéthylène, de l'anhydride sulfureux, du formaldéhyde, du chlore, de la pyridine ou autres matières de même genre, en quantité telle qu'une odeur incommode s'en dégage en quelque endroit que ce soit du réseau;
- k) Tout produit radioactif;
- l) Toute matière mentionnée au paragraphe c), f), g) et h) du présent article même lorsque cette matière n'est pas contenue dans un liquide;
- m) Toute substance telle qu'antibiotique, médicament, biocide ou autres en concentration qui pourrait avoir un impact négatif sur le traitement ou le milieu récepteur;
- n) Des micro-organismes pathogènes ou des substances qui en contiennent. Le présent alinéa s'applique aux établissements tels que laboratoires et industries pharmaceutiques manipulant de tels micro-organismes.

5.2.2 Effluents dans les réseaux d'égout pluviaux

L'article 5.2.1 s'applique aux rejets dans les réseaux d'égout pluviaux à l'exception des paragraphes c), f), g), h) et i).

En outre, il est interdit, en tout temps, de rejeter ou de permettre le rejet dans les réseaux d'égout pluviaux des éléments suivants :

- a) Des liquides dont la teneur en matière en suspension est supérieure à 30 mg/l ou qui contiennent des matières susceptibles d'être retenues par un tamis dont les mailles sont des carrés d'un quart de pouce de côté;
- b) Des liquides dont la demande biochimique en oxygène cinq (5) jours (DB05) est supérieure à 15 mg/l;
- c) Des liquides dont la couleur vraie est supérieure à quinze (15) unités après avoir ajouté quatre (4) parties d'eau distillée à une partie de cette eau;
- d) Des liquides qui contiennent les matières suivantes en concentration maximale instantanée supérieure aux valeurs énumérées ci-dessous :

- Arsenic total 1,0 mg/l
- Cadmium total 0,1 mg/l
- Chlorures (exprimées en Cl) 1 500,0 mg/l
- Chrome total 1,0 mg/l
- Composés phénoliques 0,020 mg/l
- Cuivre total 1,0 mg/l
- Cyanures totaux (exprimés en HCN) 0,1 mg/l
- Fer total 17,0 mg/l
- Mercure total 0,001 mg/l
- Nickel total 1,0 mg/l

- Phosphore total 1,0 mg/l
- Plomb total 0,1 mg/l
- Sulfates (exprimées en SO₄) 1 500,0 mg/l
- Sulfures totaux (exprimés en H₂S) 2,0 mg/l
- Zinc total 1,0 mg/l

- e) Des liquides contenant plus de 15 mg/l d'huile et de graisse d'origine minérale, animale ou végétale;
- f) Des eaux qui contiennent plus de 2 400 bactéries coliformes par 100 ml de solution ou plus de 400 coliformes fécaux par 100 ml de solution;
- g) Toute matière mentionnée au paragraphe c), f) et g) de l'article 5.2.1, toute matière mentionnée en paragraphe d) du présent article, toute matière colorante et toute matière solide susceptible d'être retenue par un tamis dont les mailles sont des carrés de 6 mm (¼ de pouce) de côté, même lorsque cette matière n'est pas contenue dans un liquide;

Les normes énoncées aux paragraphes a), b), c) et f) du présent article ne s'appliquent pas dans le cas où ces normes sont déjà dépassées dans l'eau d'alimentation, en autant que les eaux rejetées n'excèdent pas la contamination de l'eau d'alimentation.

5.2.3 Interdiction de diluer

Il est interdit de diluer un effluent avant le point de contrôle des eaux.

L'addition d'une eau de refroidissement ou d'une eau non contaminée à des eaux de procédés constitue une dilution au sens du présent article.

5.3 Méthodes de contrôle et d'analyse

Les échantillons utilisés pour les fins d'application de ce règlement doivent être analysés selon les méthodes normalisées décrites dans l'édition en vigueur de l'ouvrage intitulé « Standard Methods for the Examination of Water ou Wastewater » publié conjointement par « American Public Health Association », « American Water Works Association » et « Water Pollution Control Federation ».

Le contrôle des normes édictées au présent règlement sera effectué par le prélèvement d'échantillons instantanés dans l'effluent concerné.

5.4 Régulation de débit

Les effluents de tout procédé dont le rejet instantané est susceptible de nuire à l'efficacité du système de traitement municipal devront être régularisés sur une période de vingt-quatre (24) heures.

De même, tout établissement déversant des liquides contenant des colorants ou des teintures de quelque nature que ce soit devra régulariser le débit de ces liquides sur vingt-quatre (24) heures.

5.5 Entente industrielle

- 5.5.1 La Ville peut prendre entente avec toute personne qui fait de son immeuble un usage susceptible de générer des eaux usées industrielles au-delà de l'une ou des normes édictées au deuxième alinéa du présent article et qui n'est pas dotée d'un système de traitement complet de ses eaux usées.

Si aucune entente n'est conclue conformément au présent article 5.5, aucun branchement ne sera accordé aux industries, commerces et institutions ayant une charge hydraulique journalière moyenne supérieure à 10 m³/d, ou une charge organique journalière moyenne supérieure à 10 kg DBO₅/d ou ne respectant pas les normes de rejet prévues à l'attestation d'assainissement municipale délivrée par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs à la Ville, ou celles prévues au Règlement numéro 284-2019 concernant les normes de construction, d'utilisation et d'entretien des équipements d'aqueduc et d'égout et les normes sur les rejets au réseau d'égout de la Ville de Warwick et ses amendements.

- 5.5.2 Préalablement à la signature d'une entente industrielle, tous les renseignements ou documents suivants doivent être fournis au directeur du Service des travaux publics :

- a) Nom, adresse et numéro(s) de téléphone du demandeur;
- b) Nom du propriétaire de l'immeuble s'il diffère du demandeur;
- c) Adresse civique de l'immeuble;
- d) Numéro de lot de l'immeuble;
- e) Le cas échéant, numéro d'entreprise du Québec du demandeur et/ou du propriétaire;
- f) Adresse courriel du demandeur;
- g) Volume d'eaux usées à traiter;
- h) Caractéristiques des eaux usées à traiter relativement à chaque contaminant, évaluées par un laboratoire accrédité par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et accréditées par un professionnel.

- 5.5.3 Lorsque la capacité pour acheminer les eaux usées et les traiter à l'usine de traitement des eaux usées est démontrée, le directeur du Service des travaux publics présente la demande au conseil municipal.

- 5.5.4 Les ententes doivent inclure un partage des coûts d'exploitation des ouvrages d'assainissement entre les bénéficiaires d'une entente industrielle et l'ensemble de la Ville, réparti selon la proportion des charges hydrauliques, organiques, de l'azote et du phosphore total réelles ou de toute autre caractéristique des eaux usées déversées par tout bénéficiaire d'une entente industrielle à la station d'épuration, par rapport aux charges hydrauliques, organiques, de l'azote et du phosphore total réelles ou de toute autre caractéristique des eaux usées traitées par la Ville à la station d'épuration

- 5.5.5 Une entente industrielle doit être approuvée par le conseil municipal.

- 5.5.6 Les ententes industrielles déjà en vigueur au moment de l'adoption du présent règlement demeurent effectives et aucune nouvelle entente n'est requise tant qu'elle demeure en vigueur. Advenant la fin de cette entente, son éventuel renouvellement, qui relève de la discrétion du conseil municipal, doit respecter le présent règlement.
- 5.5.7 Une entente peut être suspendue par le directeur du Service des travaux publics si les eaux usées que déverse la personne présentent un danger imminent pour la santé, la sécurité ou le bien-être du public, l'environnement ou les ouvrages d'assainissement de la Ville ou si les conditions inscrites ne sont pas respectées. Si le problème persiste, l'entente peut être révoquée par le conseil municipal.
- 5.5.8 Une entente peut être aussi suspendue par le directeur du Service des travaux publics ou révoquée par le conseil municipal si la personne a enfreint les normes du présent règlement ou si l'entente a été obtenue ou maintenue en vigueur suite à des renseignements inexacts fournis par la personne.
- 5.5.9 La facturation pour le traitement des eaux usées se fait conformément à l'entente signée.

(Règlement numéro 382-2024, art. 2)

SECTION 6

6. SERVICE D'AQUEDUC

6.1 Usage de l'eau

6.1.1 Bornes-fontaines

Les bornes-fontaines (bouches d'incendie) ne doivent être utilisées que par les employés du Service des travaux publics et du Service incendie de la Ville, et ce, dans le cadre de leur travail. Toute autre personne voulant obtenir cette autorisation, devra se conformer aux conditions suivantes :

- a) S'adresser au Service des travaux publics afin d'obtenir la permission écrite;
- b) Payer le montant requis et faire un dépôt garantissant le paiement de tout dommage éventuel;
- c) Spécifier pour quel usage l'autorisation est demandée et pour quelle période;
- d) L'ouverture et la fermeture des bouches d'incendie ne doit se faire que par les employés municipaux accrédités. Le Service des travaux publics de la Ville installera une vanne auxiliaire sur la bouche d'incendie, qui pourra être opérée par le demandeur;
- e) Aucune permission n'est octroyée lorsqu'il y a danger de gel, sauf si le directeur du Service des travaux publics en décide autrement.

6.1.2 Climatisation, réfrigération et système de refroidissement

Il est défendu d'installer tout système de climatisation ou de réfrigération qui utilise l'eau du service municipal d'aqueduc.

Dans le cas d'un appareil de réfrigération, l'installation doit être faite de façon à ce qu'aucun gaz nuisible ne puisse pénétrer dans le système de distribution de la Ville.

6.1.3 Gicleurs (extincteurs) automatiques

Il est défendu d'installer tout système de gicleurs automatiques sans avoir soumis un plan du système et obtenu un certificat d'autorisation du fonctionnaire désigné.

6.1.4 Réservoirs

Lorsqu'une installation est susceptible de consommer un volume d'eau considérable dans un temps relativement court, le propriétaire doit installer un réservoir afin de régulariser le débit.

6.1.5 Protection du réseau

- a) Lorsqu'une installation est susceptible de produire des surpressions dans le réseau, dues aux coups de bélier, le propriétaire devra faire, à ses frais, l'installation de mécanisme pour enrayer ces coups de bélier;
- b) Le propriétaire de toute industrie, commerce ou exploitation agricole devra faire, à ses frais, l'installation d'une soupape de retenue à double clapet et/ou à pression différentielle d'un modèle Watt ou équivalent, pour éviter tout refoulement vers la conduite principale, conformément au Code de Plomberie du Québec.

6.1.6 Immeubles en construction

L'entrepreneur construisant un bâtiment a le droit d'utiliser un branchement d'aqueduc devant, plus tard, alimenter le bâtiment, à condition que le dispositif d'alimentation soit muni d'une fermeture automatique. L'entrepreneur doit aussi protéger les conduites et les compteurs contre le gel et ne doit pas laisser couler l'eau pour empêcher la tuyauterie de geler.

6.1.7 Alimentation temporaire

Dans le cas où la Ville fournit une alimentation d'eau, temporairement, le Service des travaux publics doit déterminer la somme que le requérant doit verser à l'avance, en se basant sur les chiffres antérieurs ou sur des installations similaires. La somme que doit verser le requérant doit inclure le coût d'installation et d'enlèvement de la partie du branchement d'aqueduc comprise dans la rue.

6.1.8 Arrosage

- a) Entre le 15 mai et le 15 septembre de chaque année, l'utilisation de l'eau provenant de l'aqueduc municipal pour fins d'arrosage des pelouses, jardins, fleurs, arbres, arbustes et autres végétaux est défendue, à l'exception des périodes suivantes :
 - Entre 20 heures et 23 heures, les journées dont la date est un chiffre pair, pour les occupants d'habitation dont le numéro civique est un nombre pair;
 - Entre 20 heures et 23 heures, les journées dont la date est un chiffre impair, pour les occupants d'habitation dont le numéro civique est un nombre impair;
- b) Par exception, un propriétaire qui installe une nouvelle pelouse peut, sur obtention d'un permis du Service des travaux publics de la Ville, procéder à l'arrosage pendant une durée de dix (10) jours consécutifs après le début des travaux d'ensemencement ou de pose de tourbe. L'eau provenant de l'arrosage ne doit pas ruisseler dans la rue ou sur les propriétés avoisinantes.

6.1.9 Remplissage des piscines

Entre le 15 mai et le 15 septembre de chaque année, l'utilisation de l'eau provenant de l'aqueduc municipal pour des fins de remplissage de piscine, pataugeoire et tout étang servant à la nage, au bain ou à tout autre usage, est défendue, à l'exception de la période entre 22 heures et 6 heures.

6.1.10 Lavage de véhicules

Le lavage des véhicules et des entrées de véhicules est permis à la condition d'utiliser une lance à fermeture automatique (pistolet) et de n'utiliser que l'eau strictement nécessaire à ces fins.

6.1.11 Pression d'eau

En général, la pression d'alimentation dans le réseau d'aqueduc se situe entre 275 kPa et 750 kPa. Cependant, le propriétaire doit installer, à ses frais, une soupape de réduction de pression approuvée, avec manomètre, à l'entrée et ajuster la pression au niveau maximum requis pour ces installations sans diminuer la pression d'eau à moins 140 kPa à l'appareil le plus élevé.

La Ville ne se tient pas responsable des dommages qui pourraient être causés par une pression d'eau trop faible ou trop forte.

6.1.12 Suspension du service d'aqueduc

- a) L'alimentation en eau peut être fermée sans préavis pour effectuer des réparations au réseau de distribution sans que la Ville ne soit tenue responsable envers les usagers des dommages résultant de ces interruptions;
- b) Lorsque l'interruption du réseau d'aqueduc peut causer des effets de siphonnement dû à des conditions d'élévation, le propriétaire est responsable d'installer des vannes anti-siphon et/ou brise-vide sur ses installations.

6.1.13 Utilisation des accessoires

Seuls, les employés municipaux, sont autorisés à opérer le robinet de service, ou d'intervenir dans le fonctionnement des conduites, des compteurs ou de tout autre appareil appartenant à la Ville.

6.1.14 Interdictions

Il est défendu, en tout temps :

- a) De fournir de l'eau, sans autorisation, à d'autres personnes ou à d'autres bâtiments principaux situés sur un même terrain ou sur un autre terrain ou de s'en servir autrement que pour son propre usage, sous réserve de ce qui est mentionné ci-après;
- b) De gaspiller l'eau ou de s'en servir au-delà d'une quantité raisonnable;
- c) De laisser couler l'eau pour empêcher la tuyauterie de geler;

- d) De laisser se détériorer tout appareil de telle sorte que l'eau puisse se perdre;
- e) De se servir de la pression d'eau comme source d'énergie;
- f) D'utiliser pour toutes fins, des boyaux qui ne sont pas munis d'un dispositif de fermeture temporaire;
- g) De raccorder tout tuyau ou appareil entre la conduite principale et le compteur ou de faire tout changement à la tuyauterie appartenant à la Ville;
- h) De briser le sceau du robinet d'évitement ou du compteur;
- i) De raccorder au réseau privé, sans autorisation, tout appareil alimenté en eau d'une façon continue ou automatique, tel que pompe à chaleur, système de climatisation, gicleur automatique, etc.;
- j) À toute personne autre qu'un employé de la Ville ou une personne autorisée par la Ville d'ouvrir ou de fermer un robinet d'arrêt extérieur;
- k) D'enlever ou de déplacer un compteur ou d'exécuter quelque travail sur les installations de la Ville sans avoir obtenu son autorisation;
- l) À toute personne, de frauder ou d'altérer le compteur ou d'entraver l'alimentation ou de déranger l'équipement de la Ville.

6.2 Branchements de service d'aqueduc

6.2.1 Installation des branchements de service

Tout branchement d'aqueduc doit être posé en ligne droite, perpendiculairement à la conduite principale et doit être aligné avec le centre du lot à desservir. La profondeur de cette conduite doit être d'au moins 1,80 mètre et devra être d'une seule pièce entre le robinet de service et la vanne d'arrêt à l'intérieur du bâtiment. En présence de contrainte technique, le service des travaux publics peut en décider autrement. Une demande faite par écrit sera alors exigée.

Une vanne d'arrêt avec purgeur devra obligatoirement être installée à l'entrée du bâtiment.

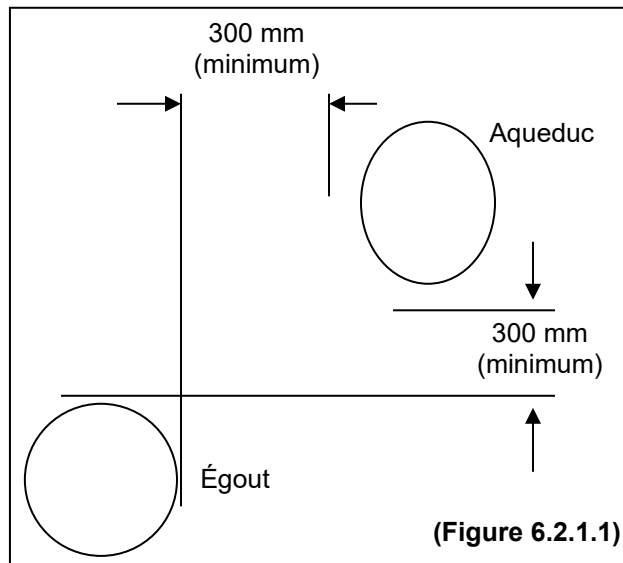
6.2.1.1 *Branchements parallèles d'aqueduc et d'égout*

a) *Conditions normales*

Dans des conditions normales, on doit tenir compte des exigences suivantes :

- Le dessous de la conduite d'aqueduc doit se situer à une distance minimale de 300 mm au-dessus de la conduite d'égout;

- La distance horizontale minimale entre les parois les plus rapprochées des conduites d'aqueduc et d'égout doit être de 300 mm (voir figure 6.2.1.1 ci-dessous).



b) *Conditions spéciales*

Lorsque les conditions stipulées en a) ne peuvent être observées ou que les risques de contamination sont plus élevés en raison des conditions du sol ou autre, on doit respecter une distance horizontale minimale de 1 mètre entre les parois les plus rapprochées des conduites d'aqueduc et d'égout.

c) *Conditions limites*

Si les distances minimales indiquées en a) et b) ne peuvent être appliquées, la conduite d'égout gravitaire doit être fabriquée avec un matériau et des joints étanches équivalant à ceux d'une conduite d'aqueduc conformément à l'article 7.1.3. b).

6.2.1.2 *Croisement de conduites d'aqueduc et d'égout*

a) *Conditions normales*

La conduite d'aqueduc doit être située au-dessus de la conduite d'égout. De plus, le dessous de la conduite d'aqueduc doit se trouver à une distance verticale d'au moins 300 mm au-dessus de la conduite d'égout.

b) *Conditions spéciales*

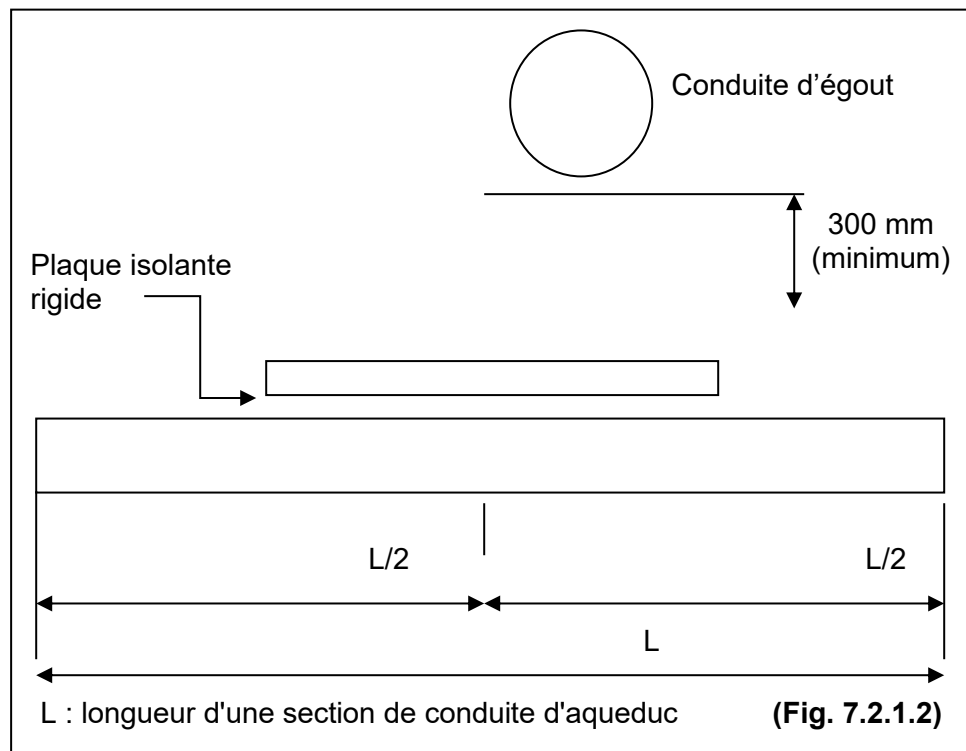
Si les conditions spécifiées en a) ne peuvent être respectées, on doit rencontrer les exigences suivantes :

- Lorsque la conduite d'aqueduc passe au-dessus de la conduite d'égout et que la distance verticale entre le dessous de la conduite d'aqueduc et le dessus de la conduite d'égout est inférieure à 300 mm, la conduite d'égout gravitaire doit être fabriquée avec un matériau et des joints étanches équivalant à ceux d'une conduite d'aqueduc.

Si la conduite d'aqueduc passe sous la conduite d'égout, il faut que les conditions suivantes soient assurées :

- Le centre de la conduite d'aqueduc entre deux (2) joints doit se situer au point d'intersection avec la conduite d'égout de façon à ce que les deux (2) joints soient équidistants et aussi éloignés que possible de cette conduite d'égout. De plus, cette conduite d'égout, sur une longueur de 3 mètres de part et d'autre du point d'intersection avec la conduite d'aqueduc doit être fabriquée avec un matériau et des joints étanches équivalant à ceux d'une conduite d'aqueduc conformément à l'article 7.1.3 b).

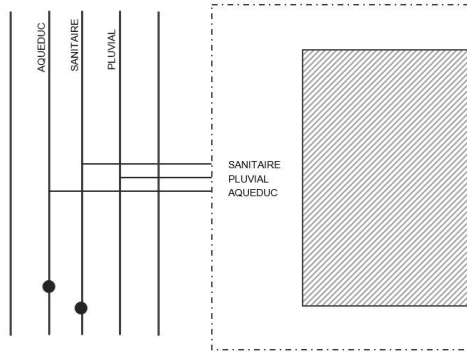
De plus, entre les deux (2) conduites, il doit y avoir une plaque isolante rigide de 300 mm x 300 mm et d'une épaisseur de 50 mm (voir figure page suivante).



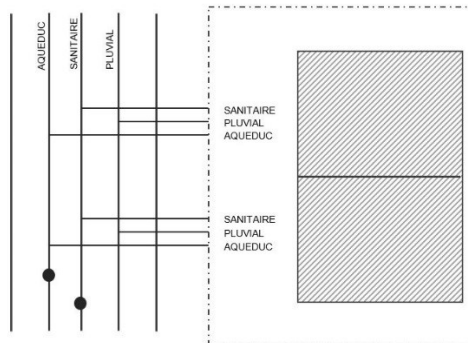
6.2.1.3 Raccordement distinct

Le raccordement aux services d'aqueduc et d'égout à l'immeuble doit être effectué de façon distincte selon le croquis suivant :

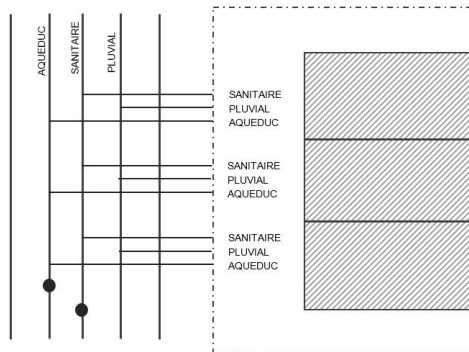
Unifamiliale isolée



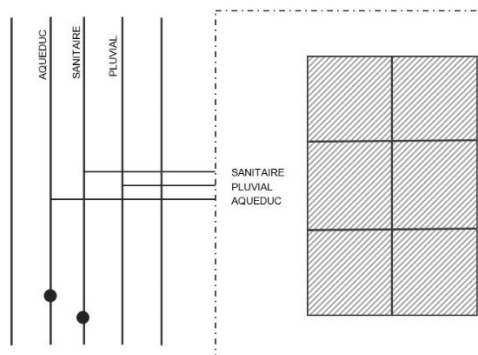
Unifamiliale jumelée



Unifamiliale en rangée



Multifamiliale



(Règlement numéro 312-2020, art. 2)

6.2.2 Regards d'égout

Aucune conduite d'aqueduc ne doit traverser un regard d'égout, ni entrer en contact avec l'une ou l'autre de ses parties.

6.2.3 Conduites et réservoirs de produits pétroliers

a) *Conduites de produits pétroliers*

La distance horizontale entre les parois et les plus rapprochées d'une conduite d'aqueduc et toute conduite de produits pétroliers doit être d'au moins 3 mètres.

b) *Réservoirs de produits pétroliers*

- Toute conduite d'aqueduc doit être à une distance horizontale d'au moins 3 mètres de tout réservoir de faible capacité, tels les réservoirs d'essence des stations de service, cette distance étant prise entre les parois les plus rapprochées de la conduite d'aqueduc et du réservoir;
- Une distance minimale de 60 mètres devrait être respectée entre une conduite d'aqueduc et un réservoir de grande capacité, tels les réservoirs d'entreposage du pétrole avant son raffinage, réservoirs d'entreposage de produits pétroliers traités, etc.

6.2.4 Conduites et réservoirs de natures diverses

Dans tous les cas, une distance horizontale minimale de 1,5 mètre doit être maintenue entre une conduite d'aqueduc et toute autre conduite, telle qu'elle soit.

Pour ces conduites ou ces réservoirs contenant des produits toxiques, on doit respecter des distances supérieures, en tenant compte de différents facteurs afin d'assurer une protection adéquate :

- le degré de toxicité du produit considéré;
- la nature du sol;
- les élévations respectives;
- l'élévation de la nappe phréatique.

6.2.5 Pompes de surpression

Aucun usager ne doit installer une pompe individuelle aspirant directement l'eau du réseau d'aqueduc, sans avoir au préalable obtenu une autorisation d'un fonctionnaire désigné.

6.2.6 Traverse au-dessus d'un cours d'eau

La conduite d'aqueduc doit être adéquatement supportée et ancrée. Une protection efficace doit être assurée contre les dommages et le gel. Elle doit être facilement accessible pour l'entretien, la réparation ou le remplacement.

6.2.7 Traverse sous un cours d'eau

Lorsqu'une conduite d'aqueduc passe sous un cours d'eau, une épaisseur minimale de 0,6 mètre de sol solide doit être assurée au-dessus de la paroi supérieure de la conduite. Si le cours d'eau a une largeur supérieure à 4,5 mètres en période de crue, on doit prendre les précautions suivantes :

- a) Des vannes doivent être prévues de chaque côté du cours d'eau de telle sorte que la section puisse être isolée pour inspection ou réparation; les vannes doivent être facilement accessibles et ne pas être soumises aux inondations. La vanne la plus près de la source d'approvisionnement doit être installée dans une chambre;
- b) Des points d'échantillonnage permanents doivent être prévus de chaque côté de la traverse pour vérifier et localiser les fuites et pour prélever des échantillons d'eau pour fins de contrôle bactériologique;
- c) Si la conduite doit alimenter un secteur qui n'est pas autrement approvisionné, on devrait prévoir des moyens permettant de raccorder une conduite temporaire pour alimenter le secteur en question.

6.2.8 Raccordements défendus

Il ne doit exister aucun raccordement entre un réseau d'aqueduc et toute conduite d'un second réseau, toute pompe, toute borne d'incendie, tout réservoir, toute autre alimentation d'eau, etc. par où de l'eau contaminée ou tout autre substance contaminée ou toxique peut être introduite dans le réseau d'aqueduc.

6.2.9 Diamètre et matériau des branchements d'aqueduc pour usage résidentiel et commercial

- a) Pour un usage résidentiel, le diamètre des branchements de service sera limité en tenant compte du tableau suivant :

Nombre de logements	Nombre d'étages	Diamètre du tuyau en mm (po)
1	0	20 (¾)
1	1	20 (¾)
2, 3, 4, 5, 6	-	38 (1 ½)
7 à 24	-	50 (2)

Pour les diamètres supérieurs à 50 mm, chaque cas sera étudié par le directeur du Service des travaux publics :

- b) Les tuyaux situés entre le robinet de service et la vanne à l'intérieur du bâtiment devront être fabriqués de l'un ou l'autre des matériaux suivants :
- Cuivre rouge de type K, mou, sans soudure, étiré à froid;
 - Polyéthylène haute densité (160 lbs), bleu sans joint, utilisé avec manchon d'insertion en acier inoxydable.

6.2.10 Dégel des branchements d'aqueduc

a) *Interdiction*

L'usage de machine à souder électrique ou tout autre appareil faisant circuler un courant électrique dans les tuyaux dans le but de les dégeler est interdit, sauf lorsque les travaux sont exécutés par un employé autorisé de la Ville.

b) *Paiement du dégel*

Le propriétaire doit payer les frais de dégellement lorsque le tuyau est gelé entre le bâtiment et le robinet de service.

6.2.11 Renouvellement des branchements d'aqueduc

6.2.11.1 *Exigences requises pour le renouvellement*

La Ville procédera au renouvellement du branchement d'aqueduc dans l'emprise de la rue lorsque le propriétaire en fera la demande au Service de l'urbanisme et aura satisfait aux exigences suivantes :

- Procéder au renouvellement de la conduite d'aqueduc sur sa propriété après obtention d'un permis du fonctionnaire désigné;
- Le propriétaire devra assumer les frais liés à la relocalisation d'un branchement de service.

6.2.11.2 Protection des boîtiers de service

Tout propriétaire doit, durant toute la durée de la construction du bâtiment et lors des terrassements tout autour de celui-ci, placer des barricades pour protéger le boîtier de service. De plus, il doit en tout temps protéger ledit boîtier et le rendre facilement accessible et visible, à défaut de quoi, le propriétaire se verra alors facturer une charge décrite à l'article 8.2. Si le niveau du terrain doit être modifié, le propriétaire devra aviser le Service des travaux publics qui fera exécuter sans frais le rajustement nécessaire.

6.3 **Administration de l'aqueduc**

- a) Tout fonctionnaire désigné peut entrer, à toute heure raisonnable, dans toute maison ou tout bâtiment quelconque, ou sur toute propriété située sur le territoire de la Ville ou à l'extérieur de celui-ci, pour s'assurer si l'eau ne se perd pas, et si les règlements relatifs à l'aqueduc sont fidèlement exécutés.

Sur demande, le fonctionnaire désigné doit s'identifier et exhiber le certificat délivré par la Ville, attestant sa qualité.

Il est du devoir des propriétaires ou occupants de tout bâtiment, maison ou propriété, de permettre à tout fonctionnaire désigné de faire leur visite ou examen.

L'eau peut être retirée à toute personne refusant de recevoir les fonctionnaires désignés, aussi longtemps que dure ce refus.

- b) Tout fonctionnaire désigné peut entrer sur tout terrain ou immeuble, rue ou voie publique ou privée, pour y poser ou réparer les conduites d'eau et d'égouts et pour y faire tous les autres travaux nécessaires à l'aqueduc et aux égouts.

Quiconque :

- Empêche un fonctionnaire ou employé de la municipalité ou une autre personne à son service de faire ces travaux, ou d'exercer les pouvoirs et privilèges conférés ci-dessus;
- Gêne ou dérange un fonctionnaire ou employé de la municipalité ou une autre personne à son service dans l'exercice de ces pouvoirs;
- Endommage de quelque façon que ce soit l'aqueduc ou ses appareils ou accessoires;
- Entrave ou empêche le fonctionnement de l'aqueduc ou des accessoires ou appareils en dépendant;
- Contrevient au présent règlement et est responsable du préjudice que la Ville subit à raison de ces actes.

SECTION 7

7. INSPECTION ET APPROBATION DES TRAVAUX

7.1 Branchements aux services publics

7.1.0 Entente avant le début des travaux

Avant de procéder aux travaux prévus au présent chapitre, le propriétaire doit prendre entente avec le service des travaux publics quant au moment où les branchements de services seront réalisés sur son terrain.

7.1.1 Avis de remblayage

Avant de remblayer tout branchement, le propriétaire doit en aviser le Service des travaux publics quarante-huit (48) heures à l'avance. Les inspections faites en-dehors des heures normales de travail du fonctionnaire désigné seront aux frais du propriétaire.

(Règlement numéro 298-2020, art. 6)

7.1.2 Autorisation

Avant le remblayage des branchements, le fonctionnaire désigné doit procéder à leur vérification.

Si les travaux sont conformes aux prescriptions du présent règlement, le fonctionnaire désigné délivre un certificat d'inspection pour le remblayage.

7.1.3 Contrôle d'étanchéité

a) Dispositions générales

Le contrôle d'étanchéité sur les branchements et les vérifications du raccordement sont aux frais du propriétaire.

Le contrôle d'étanchéité sera exigé par le fonctionnaire désigné lorsqu'il y a lieu de croire que les normes d'étanchéité ne sont pas rencontrées, en raison de malfaçons, de conditions d'installations difficiles ou autres.

b) Conduites d'aqueduc

Après le remplissage de la tranchée, la conduite et les branchements doivent être soumis, section par section (vanne à vanne), à un essai d'étanchéité.

Pour cet essai, il faut s'assurer que tout l'air est bien évacué de la conduite, en prévoyant s'il y a lieu les équipements requis à cette fin, avant d'appliquer une pression hydrostatique de 850 kPa mesurée simultanément par deux (2) manomètres différents. Aucune perte de pression ne doit être constatée après une période de soixante (60) minutes. S'il y a perte de pression, l'on doit localiser et réparer la fuite avant de reprendre l'essai.

7.1.4 Procédure relative à l'essai d'étanchéité à l'air par segmentation

Tout tronçon de conduite sur lequel est effectué un essai à l'air, doit être isolé par deux (2) bouchons pneumatiques reliés entre eux par une tige métallique et distants de 1,5 mètre.

Toute la conduite doit être vérifiée par déplacements successifs du train de bouchons, y compris le joint de raccordement à la conduite principale, à la ligne de propriété, etc.

Après avoir gonflé les deux (2) bouchons et créé une pression d'air de 24 kPa dans le tronçon isolé, l'essai consiste à mesurer le temps nécessaire pour enregistrer une baisse de pression de 7 kPa.

Le temps mesuré pour la baisse de pression ne devra jamais être inférieur à cinq (5) secondes. Dans le cas où ce temps est inférieur à cinq (5) secondes, il faudra apporter les correctifs requis et reprendre l'essai pour vérification. L'essai peut être réalisé avant le remblayage pour autant que la qualité du lit du branchement ait été vérifiée.

7.1.5 Vérification du raccordement du branchement à l'égout

Lorsque le réseau d'égout municipal est de type séparatif, un essai sur le branchement à l'égout sanitaire est exigé afin de vérifier si le branchement est bien raccordé à la conduite principale sanitaire. Un générateur de son est introduit, soit dans le branchement privé, soit dans la conduite principale, et le son doit être audible avec netteté à l'autre extrémité.

7.1.6 Remblayage

Dès que les travaux de remblayage sont autorisés, les tuyaux doivent être recouverts, en présence du fonctionnaire désigné, d'une couche d'au moins 150 mm de l'un des matériaux spécifiés à l'article 4.15.

7.1.7 Absence de certificat

Si le remblayage a été effectué sans que le fonctionnaire désigné n'ait procédé à leur vérification et n'ait délivré un certificat à cette fin, il peut exiger du propriétaire que le branchement d'égout soit découvert pour vérification.

SECTION 8

8. TARIFS ET COMPENSATION

8.1 Dégèlement des branchements d'aqueduc

Le coût réel des travaux sera chargé en plus des autres coûts inhérents.

8.2 Boîtier de service

- a) Tout propriétaire qui ne se conforme pas à l'article 6.2.11.2, se verra facturer une charge de 75 \$, selon les montants prévus au règlement de tarification en vigueur pour toute recherche lors de défectuosité dans le bâtiment nécessitant la fermeture de la vanne de service;
- b) Tout propriétaire qui demande l'ouverture ou la fermeture du boîtier de service en dehors des heures normales (lundi au vendredi de 7 h à 16 h) sera facturé un minimum de trois (3) heures de main-d'œuvre au taux en vigueur pour cette période majorée de 35 %;
- c) Tout propriétaire qui endommage le boîtier de service suite à des travaux qu'il a exécutés, se verra facturé la réparation au coût réel;
- d) Les frais de réparation des cours pavées ou autres seront à la charge des propriétaires concernés dans le cas où la ville doit faire des travaux à l'endroit de la boîte de service.

SECTION 9

9. DISPOSITIONS PÉNALES

9.1 Amendes

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions de ce règlement ou entrave de quelque façon le travail du fonctionnaire désigné lors de l'application d'une disposition du présent règlement, commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende.

Relativement à l'article 3.1 de ce règlement, le contrevenant est passible :

- D'une amende de mille dollars (1 000 \$), en plus des frais, si le contrevenant est une personne physique;
- D'une amende de deux mille dollars (2 000 \$), en plus des frais, si le contrevenant est une personne morale.

(Règlement numéro 298-2020, art. 7)

Relativement à l'article 6.1.13 et aux paragraphes a), g), k) et l) de l'article 6.1.14 de ce règlement, le contrevenant est passible :

a) Pour une première infraction :

- D'une amende de 1 000 \$, en plus des frais, si le contrevenant est une personne physique;
- D'une amende de 2 000 \$, en plus des frais, si le contrevenant est une personne morale.

b) Pour toute infraction subséquente à la première, au cours d'une période consécutive de 24 mois :

- D'une amende de 2 000 \$, en plus des frais, si le contrevenant est une personne physique;
- D'une amende de 4 000 \$, en plus des frais, si le contrevenant est une personne morale.

Relativement à l'article 6.3 de ce règlement, le contrevenant est passible :

- d'une amende de 300 \$, en plus des frais, si le contrevenant est une personne physique;
- d'une amende de 600 \$, en plus des frais, si le contrevenant est une personne morale.

Relativement aux autres articles de ce règlement, le contrevenant est passible :

a) Pour une première infraction :

- D'une amende de 100 \$, en plus des frais, si le contrevenant est une personne physique;
- D'une amende de 200 \$, en plus des frais, si le contrevenant est une personne morale.

b) Pour toute infraction subséquente à la première, au cours d'une période consécutive de 24 mois :

- D'une amende de 300 \$, en plus des frais, si le contrevenant est une personne physique;
- D'une amende de 600 \$, en plus des frais, si le contrevenant est une personne morale.

9.2 Infractions continues

Toute infraction à une disposition du présent règlement constitue, jour par jour, une infraction séparée.

9.3 Constats d'infraction et poursuites pénales

Le conseil autorise de façon générale tous les agents de la Sûreté du Québec, le greffier et le fonctionnaire désigné à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement et autorise généralement en conséquence les agents de la Sûreté du Québec, le greffier et le fonctionnaire désigné à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

SECTION 10

10. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DISPOSITION LÉGALE

10.1 Code de Plomberie du Québec

La conception et l'exécution de tous travaux relatifs à un système de plomberie, exécutés à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, doivent être conformes au Code de construction du Québec, chapitre III – Plomberie, et du Code de sécurité du Québec, chapitre I – Plomberie, dernières versions.

Les modifications apportées aux codes mentionnés au premier alinéa feront partie du présent règlement au terme d'une résolution suivant l'article 6 de la Loi sur les compétences municipales.

10.2 Abrogation

Le présent règlement abroge le Règlement numéro 152-2011.

10.3 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

DONNÉ À LA VILLE DE WARWICK, ce sixième jour du mois de mai de l'an deux mille dix-neuf.

Diego Scalzo,
Maire

Lise Lemieux, DMA
Directrice générale
et secrétaire-trésorière

Avis de motion et dépôt du premier projet de règlement : 8 avril 2019

Règlement adopté : 6 mai 2019

Publié : 8 mai 2019

Entrée en vigueur : 12 mai 2019

Mises à jour : 16 mars 2020, 14 décembre 2020 et 5 février 2024

Copie certifiée conforme
Ce 9^e jour de mai 2024



Karine Larose,
Greffière